

Canada dans d'autres pays? Le ministre a-t-il essayé de savoir si les États-Unis y verraient matière à contestation?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, à mes yeux, ma théorie là-dessus est très simple. Nous estimons que le programme DISC est contraire à l'esprit et à la lettre des accords du GATT. A différentes reprises, le ministre des Finances a déclaré que le Canada se verra dans l'obligation de prendre des contre-mesures. On saura en temps et lieu en quoi consistent ses mesures. On saura en temps utile si ces contre-mesures viseront précisément le programme DISC ou bien l'ensemble des mesures économiques du président Nixon responsables de la conjoncture créée entre notre pays et les États-Unis. Il est facile de me demander ce que je compte faire à propos de la surtaxe et des accords du GATT, mais il n'est pas facile de répondre.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je donne la parole au député de Kent-Essex.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AVION ADAC—L'APPUI GOUVERNEMENTAL POUR LA MISE AU POINT

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné l'importance des ADAC pour la situation de l'emploi et pour l'expansion de la production, le gouvernement a-t-il dit à la société DeHavilland s'il avait ou non l'intention de continuer les subventions après le terme fixé au printemps prochain?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous avons déjà accordé une prolongation, et tous ceux qui s'intéressent à la société savent que le gouvernement a déjà donné son appui au programme ADAC et qu'il a l'intention de continuer à le faire. Ce n'est donc plus qu'une question de montant.

* * *

L'AGRICULTURE

L'ASSISTANCE AUX PETITES EXPLOITATIONS—LA RÉPARTITION DES FONDS FÉDÉRAUX

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question dont je lui ai donné préavis. En ce qui concerne le programme d'assistance aux petites exploitations agricoles qu'il a annoncé il y a quelques jours, pourrait-il indiquer comment se fera la répartition entre les provinces des fonds accordés par le Trésor fédéral et si ces fonds suffiront pour remplacer un programme du même genre appliqué maintenant sous les auspices du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas qu'on essaye de répartir ces fonds selon les provinces ou selon tout autre ordre géographique car nous voulons ce programme essentiellement applicable uniformément à toutes les personnes au même

[L'hon. M. Stanfield.]

niveau économique partout au Canada. Plus précisément, en ce qui concerne le programme FODER à l'Île-du-Prince-Édouard, je ne pense pas qu'on ait l'intention de supprimer ce programme, ou les installations qui s'y rapportent. Donc, en réalité la question de remplacement ne se pose pas.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET DE PIPE-LINE DU MACKENZIE—LE RAPPORT FINAL SUR LA FAISABILITÉ

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Quand compte-t-il rendre public le rapport final sur la faisabilité d'un pipe-line le long de la vallée du Mackenzie, étant donné que le Congrès américain reçoit un rapport semblable sur le TAPS?

• (5,00 p.m.)

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, aucun rapport précis ne doit être préparé. Nous avons fait des études dans plusieurs domaines, et nous sommes disposés à accueillir les demandes de n'importe quel groupe intéressé à construire un pipe-line, et nous prendrons une décision selon leurs propositions.

[Traduction]

M. Thompson: La réponse du ministre signifie-t-elle qu'il n'y aura pas de rapport officiel ni de déclaration publique sur la faisabilité de ce pipe-line?

L'hon. M. Stanfield: Il n'y a ni rapport ni étude.

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Certainement, monsieur le président, le gouvernement fera des déclarations quand il aura pris une décision.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROGRAMME DE SUBVENTION DES LAITAGES—LES VERSEMENTS

[Traduction]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné sa déclaration d'hier sur les subventions aux petits producteurs de matière grasse, dirait-il si les versements se feront automatiquement aux producteurs ou si ces derniers devront en faire la demande?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je ne puis répondre précisément à cette question parce que, bien entendu, nous avons les registres des petits producteurs qui ont continué à faire des expéditions, tandis que les fabriques ou les laiteries continuaient à expédier les registres de leurs livraisons. Toutefois, il sera peut-être nécessaire qu'on fasse des demandes. Néanmoins, j'aimerais répondre au député plus en détail dans un ou deux jours.